



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 7 août 2025

FOCUS : COLOMBIE – AU S1 2025, LES MARCHES FINANCIERS OSCILLENT ENTRE APPRECIATION DU PESO COLOMBIEN ET DES ACTIONS, ET DETERIORATION DE LA DETTE.2

Bolivie	3
En juillet, modération de l'inflation, qui reste toutefois très forte, à 22,9% en g.a.	3
La dette extérieure bolivienne atteint un record en 25 ans et menace l'équilibre économique.	3
Colombie	3
L'administration Trump maintient les droits de douane sur les importations de Colombie à 10 %.	3
La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %.	3
En mai, la production pétrolière a enregistré une baisse de -4,8 % en g.a., et la production de gaz a atteint son niveau le plus bas en dix ans.	4
Equateur	4
Le ministère des Finances confirme un nouveau versement de 600 M\$ du FMI dans le cadre du programme EFF en cours.	4
Le gouvernement se prépare face à la période sèche.	4
Guyana	5
Au T1 2025, le Guyana enregistre un excédent commercial de 3 Md\$, porté par les exportations pétrolières.	5
Pérou	5
Au S1 2025, l'inflation reste inférieure à 2 %.	5
Au S1 2025, le secteur de la construction enregistre une croissance de +4,7 % en g.a.	5
Suriname	5
Hausse de l'inflation en juin : elle atteint 8 % en g.a, après 6,0% et 5,7 % en mai et avril, respectivement.	5

Focus : Colombie – Au S1 2025, les marchés financiers oscillent entre appréciation du Peso colombien et des actions, et détérioration de la dette.

Au S1 2025, **les marchés financiers colombiens** – marché des changes, de la dette publique et des actions – **ont connu des évolutions contrastées**, reflétant la situation politique et économique du pays, mais aussi le contexte international.

Entre janvier et juillet, **le peso colombien (COP) s'est apprécié de 6,9 % face au dollar états-unien** ; une évolution surprenante au vu de la présentation du Cadre budgétaire à moyen terme, vivement critiqué et annonçant une détérioration des finances publiques déjà fragiles (voir [nos précédentes brèves](#)). Cette appréciation ne traduit toutefois pas une performance économique exceptionnelle de la Colombie, mais plutôt un affaiblissement global du dollar, en partie dû à la politique budgétaire et commerciale des États-Unis et aux tensions géopolitiques. D'ailleurs, comparé à d'autres devises régionales (Brésil, Chili, Mexique, Pérou), qui ont progressé en moyenne de 9,1 %, le peso affiche une performance plus modeste. Depuis la mi-juin, il oscille autour de 4 000 COP/USD. Fin juillet-début août, le dollar a brièvement repris de la valeur, faisant remonter le taux de change à 4 185 COP/USD ; mais cette hausse a été de courte durée, et le peso s'est de nouveau renforcé début août.

De son côté, **l'indice boursier MSCI COLCAP** – qui regroupe les principales actions cotées à la Bourse de Colombie – **a crû de 20,9 %, enregistrant l'une des meilleures performances d'Amérique latine**. Cette progression a été portée par des achats nets soutenus d'investisseurs étrangers au T1 2025, témoignant d'un regain d'intérêt pour le marché colombien.

En revanche, **le marché de la dette publique colombienne a connu une détérioration notable** : à la fin du semestre, le CDS¹ à 5 ans s'établissait à 218 pdb et le taux des obligations TES à 10 ans à 12,3 %, soit des écarts respectifs de 113 et 340 pdb par rapport aux moyennes régionales. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de détérioration budgétaire persistante, qui a maintenu les primes de risque et les taux d'intérêt à des niveaux élevés, bien au-dessus de la moyenne régionale. Depuis plusieurs mois, la prime de risque de la Colombie dépasse ainsi celles de pays comparables. Toutefois, cette dynamique négative s'est partiellement inversée à partir de la mi-juin, avec une appréciation des TES attribuable – selon les experts – non pas à une amélioration budgétaire mais à la nouvelle stratégie de financement du gouvernement, qui a procédé à un important rachat de titres à long terme via le ministère des Finances – une tendance qui pourrait se poursuivre dans les mois à venir.

Dans ce contexte, **les marchés financiers pourraient rester sensibles aux dynamiques électorales de 2026, portés par des anticipations d'alternance politique**. Ce phénomène, aussi appelé *trade électoral*, se produit lorsque les investisseurs parient sur une amélioration des perspectives économiques liée à un potentiel changement de gouvernement. Ainsi, alors que la campagne électorale débute tout juste en Colombie, elle pourrait déjà influencer la performance des actifs dans les prochains mois. Cependant, la pérennité de ce mouvement dépendra de la capacité du futur gouvernement à mettre en place un programme crédible de consolidation budgétaire et de renforcement institutionnel. À défaut, l'optimisme préélectoral pourrait rapidement s'effacer face aux structurels persistants que rencontre le pays.

¹ *Credit Default Swap*, contrat financier permettant de se couvrir contre le risque de défaut d'un emprunteur ; l'acheteur paie une prime au vendeur qui indemnise en cas de défaut. Plus le CDS est cher (haut), plus le marché estime que le risque de défaut est élevé pour l'emprunteur concerné.

Bolivie

En juillet, modération de l'inflation, qui reste toutefois très forte, à 22,9 % en g.a.

Ainsi, selon le dernier rapport de l'Institut national de statistiques (INE), **l'inflation cumulée entre janvier et juillet 2025 a atteint 16,92 %**. **L'évolution de l'inflation – tant en glissement annuel qu'en rythme mensuel – s'est modéré sur le mois, à 22,9 % g.a. (vs. 23,4 % en juin et 1,2 % (vs. 5,2 % en juin).** L'inflation cumulée à juillet dépasse donc les prévisions du FMI pour l'intégralité de l'année 2025 (15 %) mais représente également plus du double de l'objectif officiel fixé par le ministère de l'Économie et des Finances (7,5 %). L'INE attribue cette forte hausse des prix aux conflits sociaux survenus dans un contexte électoral tendu. Le directeur de l'institut a également établi un lien avec les fluctuations du taux de change parallèle, qui a frôlé les 18 bolivianos (BOB) pour un dollar lors des blocages, avant de redescendre à environ 13,75 bolivianos suite à l'approbation de crédits internationaux et à un excédent commercial enregistré en juin, signe d'un ajustement à l'œuvre sur la balance courante. Cependant, selon les experts, la principale cause de l'inflation réside dans l'émission monétaire excessive: entre janvier et mai 2025, la base monétaire a augmenté de plus de 8 Md BOB (0,6 Md\$ au taux parallèle), soit une progression de 10 %, alors même que l'économie nationale ne croit pas (0,7 % en 2024, et dégradation probable en 2025).

La dette extérieure bolivienne atteint un record en 25 ans et menace l'équilibre économique.

De récentes données de la Banque centrale bolivienne (BCB) ont révélé une augmentation constante de la dette et une diminution de la capacité de réponse du pays face à ses engagements. Selon les chiffres de la BCB, **la dette extérieure à moyen et long terme a atteint 13,8 Md\$ en juin 2025, soit une augmentation de +3 % par rapport à décembre 2024**, et 441 M\$ de plus qu'en juin 2024. Le montant payé en juin 2025 s'élèverait ainsi à 764 M\$. Cependant, les projections indiquent que le montant total à payer cette année pourrait dépasser de manière significative ce qui était initialement prévu, et avoisinerait les 1,9 Md\$. Selon les experts, les

données de la BCB montrent que la structure de la dette est dominée par les prêts, qui en représentent 87 % (12 Md\$), tandis que les titres de créance constituent les 13 % restants (1,8 Md\$). Parmi les prêts, les créanciers multilatéraux sont les plus importants, avec en tête la BID, la CAF et la Banque mondiale, tandis que la Chine se distingue comme le premier créancier bilatéral.

Colombie

L'administration Trump maintient les droits de douane sur les importations de Colombie à 10 %.

Le 1^{er} août, l'administration Trump a annoncé une nouvelle grille tarifaire visant des dizaines de pays, avec des droits de douane allant jusqu'à 40 % ; **ceux appliqués aux importations de Colombie ont cependant été maintenus à 10 %, le même taux qu'annoncé en avril.** Ce maintien repose sur un critère strictement économique : les États-Unis enregistrent un excédent commercial de 1,3 Md\$ avec la Colombie, ce qui justifie la position de cette dernière dans la tranche basse des nouveaux tarifs.

Cette taxe affecte les exportations colombiennes non-minières, notamment cinq produits agricoles clés (avocat Hass, café, fleurs, banane et citron) représentant près de 3,4 Md\$ en 2024, soit 48 % des exportations non-énergétiques vers les États-Unis. **L'impact reste cependant contrasté** : certaines secteurs, comme les fleurs ou le café, conservent un avantage tarifaire face à des concurrents frappés de droits plus élevés (Brésil, Équateur, Vietnam), tandis que d'autres, comme l'avocat Hass, perdent en compétitivité face au Mexique, exempté grâce à un accord commercial avec les États-Unis. Les exportations de pétrole et d'or, représentant 7 Md\$, ne sont pas concernées par cette taxe.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %.

Lors de sa dernière réunion, fin juillet, le conseil d'administration de la Banque centrale colombienne a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 9,25 %, pour le deuxième mois consécutif. Cette décision, légèrement plus stricte que les anticipations des analystes

(qui prévoyaient une baisse de 25 pdb), a été soutenue par quatre des sept membres du conseil – tandis que deux ont voté pour une réduction de 50 pdb, et un en faveur d’une baisse de 25 pdb.

Le maintien du taux reflète une posture prudente face aux incertitudes internes et externes qui pèsent sur l’économie du pays. Malgré une baisse continue de l’inflation (4,8 % en juin contre 5,1 % en mai), les anticipations d’inflation restent supérieures à la cible. L’activité économique montre cependant des signes de reprise : le proxy mensuel de croissance a atteint 2,7 % en g.a. en mai, principalement grâce aux activités tertiaires, et la Banque centrale prévoit une croissance de 2,7 % g.a. au T2. Toutefois, les conditions de financement externe demeurent complexes, dans un contexte de tensions géopolitiques et commerciales et de dégradation de la situation budgétaire du pays justifiant une décision prudente.

En mai, la production pétrolière a enregistré une baisse de -4,8 % en g.a., et la production de gaz a atteint son niveau le plus bas en dix ans.

En mai, la production pétrolière colombienne a atteint 750 000 bpj en moyenne, soit une hausse de +4,9 % par rapport à avril, mais une baisse de -4,8 % en g.a. Depuis le début de l’année, la moyenne se situe à 748 000 bpj, en-dessous de l’objectif annuel de 764 000 bpj. De plus, **la production de gaz naturel a poursuivi son déclin, tombant à 800 millions de pieds cubes par jour en mai, son plus bas niveau en plus de dix ans.** Face à cette chute de -19 % sur un an, la Colombie a augmenté ses importations afin de sécuriser l’approvisionnement de plus de 36 millions d’usagers. En effet, la matrice énergétique colombienne est très dépendante de la consommation de gaz (21%, soit le 2^e poste, derrière le pétrole).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	3,1%	40,8%	1755
Change USD/COP	0,4%	3,2%	4049
Change EUR/COP	1,2%	12,3%	4721
Prix du baril (Brent, USD)	-3,0%	-19,7%	66,68

Equateur

Le ministère des Finances confirme un nouveau versement de 600 M\$ du FMI dans le cadre du programme EFF en cours.

Ce versement intervient à la suite de la validation de la deuxième revue des objectifs fixés par le FMI. **Depuis mai 2024, le pays a reçu un total de 2,1 Md\$ sur les 5 Md\$ prévus jusqu’en 2028.** Pour continuer à bénéficier de ces fonds, l’Équateur doit remplir certaines conditions, notamment un ajustement budgétaire équivalent à 1,1 % du PIB entre 2025 et 2027. Cela implique l’augmentation des recettes non-pétrolières et une meilleure gestion des dépenses publiques. Le gouvernement a déjà instauré une taxe de 20 \$ sur les importations de véhicules 4x4 depuis juin, ainsi qu’une taxe minière. D’autres réformes fiscales sont en cours, comme la suppression de certains avantages fiscaux et un impôt sur les bénéfices non-distribués des entreprises. Par ailleurs, le gouvernement prévoit de réduire les dépenses publiques par le licenciement de 5 000 fonctionnaires et la fusion de ministères : l’Equateur deviendra le 2^e pays d’Amérique latine comptant le moins de Ministères, à 14 Ministères (-6) et trois Secrétariat d’État (-6), derrière l’Argentine. Une nouvelle réforme fiscale est prévue d’ici fin 2025. Ces mesures devraient rapporter jusqu’à 1 Md\$ de recettes supplémentaires.

Le gouvernement se prépare face à la période sèche.

Le gouvernement équatorien a annoncé le lancement d’un nouvel appel d’offres pour louer des bateaux fournissant de l’énergie thermique, après l’échec d’un appel d’offres en vue de l’achat de générateurs capables de produire 260 Mw, ceux-ci n’étant pas conformes aux exigences techniques. Cette décision intervient à l’approche de la saison sèche, prévue pour septembre, période durant laquelle la demande énergétique augmente. L’année précédente, face à une crise énergétique marquée par des coupures allant jusqu’à 14 heures, l’Équateur avait loué trois barcasses de production d’électricité auprès de la société turque Karpowership. Ces contrats, d’une valeur totale

de 250 M\$, prévoyaient un fonctionnement de 6 à 18 mois. La nouvelle mesure vise à éviter une nouvelle crise énergétique. Pour mémoire, l'Équateur dépend fortement de la génération d'hydroélectricité, qui représentait 75 % de sa génération d'électricité en 2022.

Guyana

Au T1 2025, le Guyana enregistre un excédent commercial de 3 Md\$, porté par les exportations pétrolières.

Au T1 2025, les exportations du Guyana se sont élevées à 4,65 Md\$, tandis que ses importations se sont chiffrées à 1,55 Md\$, menant à un excédent commercial de 3,1 Md\$ en faveur du pays. Alors que les exportations totales ont légèrement baissé par rapport à la même période en 2024 (4,9 Md\$, effet prix), la production pétrolière a continué de progresser (+1,8 % en g.a.), atteignant 56,8 millions de barils. Les exportations pétrolières ont ainsi représenté 91 % des ventes à l'étranger (4,25 Md\$). En dehors du pétrole, les principales exportations restent les productions traditionnelles antérieures à l'ère pétrolière du Guyana : l'or (265 M\$), le riz (50 M\$) et la bauxite (33 M\$). Si le pétrole reste le pilier de la croissance économique guyanienne, 2025 pourrait marquer un tournant : la croissance du secteur non-pétrolier est attendue à 13,8 %, dépassant pour la première fois celle du secteur pétrolier (9,5 %), le secteur attendant la fourniture d'un FSPO² dans l'année qui devrait toutefois accroître significativement la croissance pétrolière en 2026.

Pérou

Au S1 2025, l'inflation reste inférieure à 2 %.

En juillet, l'inflation nationale a atteint 1,67 % en g.a., inférieure au point médian de la fourchette cible de la Banque centrale (2 % ± 1 pt) Par ailleurs, l'indice des prix des marchés de gros (IPM) au niveau national a diminué de -

0,74 % en glissement mensuel et de -2,5 % en glissement annuel, accumulant ainsi 16 mois consécutifs en terrain négatif. Certains experts ont estimé que, dans ce contexte de faible inflation, la Banque centrale devrait ajuster à la baisse son taux d'intérêt de référence, à 4,25 % (-25 pdb).

Au S1 2025, le secteur de la construction enregistre une croissance de +4,7 % en g.a.

Le secteur de la construction a clôturé le S1 2025 avec une croissance estimée à +4,7 % en g.a., notamment grâce aux bonnes performances de mai et de juin (respectivement +6 % et +8 % en g.a.). Cette performance s'explique principalement par la reprise de la consommation de ciment (+7,7 % en mai) et la réalisation de travaux publics qui, loin de baisser comme le prévoyait le secteur (-1,1 %), ont progressé de +1,8 %. Les données cumulées traduisent une reprise du secteur, portée par un renforcement des investissements publics dans les infrastructures (+9 % en juin) et un regain d'intérêt du secteur privé pour les grands projets (+8 %). Cependant, certains analystes ont mis en garde contre une dégradation du climat des affaires, et ont averti du ralentissement des investissements attendu au début du cycle électoral, ce dernier incitant les acteurs économiques à davantage de prudence. Pour mémoire, les élections générales auront lieu en avril 2026.

Suriname

Hausse de l'inflation en juin : elle atteint 8 % en g.a, après 6,0 % et 5,7 % en mai et avril, respectivement.

L'inflation mensuelle a atteint 2 %. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis plus d'un an, rompant avec la relative stabilité observée entre janvier et mai (l'inflation mensuelle s'étant élevée entre 0,4 % et 0,8 % sur cette période). Cette augmentation s'explique notamment par la dépréciation rapide du taux de change du dollar surinamais

² FSPO (Floating Storage and Production Offloading) : navire utilisé pour le stockage, le traitement et le transfert du pétrole brut extrait en mer, sans nécessiter de pipeline vers la terre ferme.

(SRD) face au Dollar Étatsunien USD (dépréciation de 5,4 %), ainsi que par la hausse du prix des carburants. Tous les secteurs ont été touchés, avec une hausse particulièrement marquée dans le secteur de la santé, où les prix

ont augmenté de +18 % en g.a. à Paramaribo et Wanica. Pour mémoire, l'inflation avait très fortement baissé entre septembre 2021 (69,5 % en g.a.) et avril 2025 (5,7 % en g.a.).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota. jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)